

Questions orales

● (1440)

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je pense que le ministre des Transports avait soigneusement évité de fournir des détails sur les plans pour la bonne raison que pendant que les négociations et les entretiens se poursuivent, il ne convient pas que la Chambre examine d'autres solutions fondées sur des hypothèses. Évidemment, nous avons examiné par la même occasion les mesures possibles selon les circonstances, et nous ferons connaître les plans au moment opportun.

LA GRÈVE DES INSPECTEURS DES GRAINS—LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR CONTRE LES HAUSSES PROBABLES À LA
SUIITE DU RÈGLEMENT DU CONFLIT

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre chargé de la Commission du blé. Étant donné que, si la grève des inspecteurs des grains se poursuit jusqu'à la fermeture de la Voie maritime du Saint-Laurent, l'état des approvisionnements fera inévitablement monter le prix du grain de meunerie dans l'Est du Canada, le ministre voudrait-il faire connaître à la Chambre les mesures d'urgence qu'il a prévues pour éviter que les consommateurs de cette partie du pays ne subissent des hausses inutiles du prix des biens de consommation essentiels, à cause, en partie du moins, de la négligence du gouvernement à proposer un règlement raisonnable de cette grève?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, non seulement cette conclusion est une critique qui n'aide en rien à régler la question, mais, posée en ces termes, elle est purement hypothétique. Nous espérons toujours qu'une grande quantité de grain continuera d'emprunter la Voie maritime.

* * *

L'INDUSTRIE

LES AUTOMOBILES—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE
GOUVERNEMENT AU SUJET DES MISES À PIED

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que la société General Motors du Canada a annoncé que 2,095 employés seraient mis en disponibilité au cours des prochaines semaines, ce qui fera en tout plus de 9,000 mises en disponibilité dans l'industrie automobile, le ministre a-t-il communiqué récemment avec les sociétés du Canada pour leur demander quels étaient leurs projets pour les prochaines semaines et peut-il dire ce que le gouvernement a l'intention de faire à l'égard de l'augmentation prévue de mises en disponibilité?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, monsieur l'Orateur. La déclaration que j'ai faite à la Chambre l'autre jour décrivait les conditions qui existaient alors comme raisonnablement optimistes et la situation a depuis été confirmée par les principaux fabricants d'automobiles du Canada. En outre, en ce qui concerne la situation à la General Motors, à laquelle le député a fait allusion, on m'a signalé qu'après les congédiements la société aurait encore 30,850 employés, tandis qu'en janvier de cette année, ses effectifs étaient de 31,500

[M. Jarvis.]

employés pour un an; les mises en disponibilité ne représentent donc qu'une réduction très faible du nombre d'employés.

LES AUTOMOBILES—L'ÉCART ENTRE LES PRIX AU CANADA ET
AUX É.-U.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): L'optimisme règne, monsieur l'Orateur. J'aimerais poser une deuxième question supplémentaire. Étant donné qu'il est évident que le prix des automobiles est établi en fonction du nombre d'automobiles vendues et que le ministre a souvent dit à la Chambre qu'il y avait une différence d'environ 7 p. 100 entre le prix au Canada et le prix aux États-Unis, peut-il indiquer si ce chiffre de 7 p. 100 a trait aux modèles de 1975?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je crois que ce chiffre est assez exact. Si j'ai quelques réserves c'est parce que le pourcentage est différent pour chacune des trois plus grandes sociétés. Cependant, si l'on fait la moyenne, le chiffre est assez exact. Or j'ai déjà signalé que le pourcentage avait diminué ces dernières années.

M. l'Orateur: Le député d'Oshawa-Whitby a la parole pour une dernière question supplémentaire.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Un échantillonnage touchant les trois grandes sociétés de l'industrie automobile au Canada, soit la Chrysler, la Ford et la General Motors, révèle que leurs prix de vente au Canada par rapport à ceux des États-Unis sont aujourd'hui supérieurs d'environ 17 p. 100, pour une automobile de grandeur moyenne, et de quelque 11 p. 100 pour une petite voiture, ce qui me paraît assez curieux. Le premier ministre voudrait-il prendre quelque mesure, soit pour changer le personnel du ministre ou le ministre lui-même afin que nous puissions obtenir quelques renseignements exacts?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la différence s'expliquerait du fait que le député prend les chiffres du détail à ce que je puis comprendre tandis que nous nous servons des chiffres de gros. S'il ne remanie pas son personnel, peut-être que le député pourra me faire parvenir les autres chiffres.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE DROIT AUX PRESTATIONS DES TRAVAILLEURS DE
L'AUTOMOBILE MIS À PIED

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Des 9,875 employés qui seront privés de travail pendant diverses périodes par General Motors, Ford et Chrysler du Canada, 2,965 ou près de 3,000 ont été informés que leur arrêt de travail serait d'une durée indéterminée. Comme les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage semblent se demander si un arrêt de travail d'une durée indéterminée donne droit à l'assurance-chômage, je me demande si le ministre pourrait nous éclairer sur cette question ou confirmer le droit de ces travailleurs aux prestations.